



Péril sur la rentrée littéraire

Les difficultés financières des petites librairies assombrissent le lancement des plus de 500 romans publiés entre août et septembre. Derrière, c'est toute une industrie qui s'interroge...

Comme chaque année à la veille de l'été, la fièvre s'empare du milieu littéraire. Les premiers exemplaires des romans de la rentrée circulent dans les ruelles de Saint-Germain-des-Prés. Les premières listes de goncourables se murmurent dans un bouche-à-oreille impatient : Emmanuel Carrère, Nathacha Appanah, Sorj Chalandon, qui a les meilleures chances ? Éditeurs, auteurs, attachés de presse, représentants prennent d'assaut les TGV et Intercités pour convaincre petits libraires et grands réseaux qu'ils ont dans leur catalogue « la » pépite de la rentrée, le futur succès que personne n'attend. Pourtant cette année, derrière l'excitation, point une inquiétude nouvelle autour de la mauvaise passe que traversent un certain nombre de librairies. N'y a-t-il pas là menace pour la rentrée littéraire ? Et, au-delà, pour toute la chaîne du livre ?

Depuis quelques mois, les alertes se multiplient. Sur les réseaux sociaux, des librairies indépendantes, souvent de petite taille, sonnent l'alarme. A Sartrouville, la librairie Des gens qui lisent a publié au printemps un message qu'elle a voulu non culpabilisant mais explicite : « Nous multiplions les

événements, donc les clients pensent qu'on cartonne. Or, depuis deux trois ans, c'est difficile, nous avons voulu le leur dire. Et ils reviennent, nous soutiennent... » raconte Dolly Choueiri, la propriétaire. Ici ou là, des librairies plus grosses, souvent anciennes, vacillent. En début d'année, l'une des grandes indépendantes du Mans, Doucet, a dû demander son placement en redressement judiciaire pour apurer sa trésorerie avant d'être reprise par le groupe Gibert. Et elle n'est pas la seule « librairie historique de préfecture » à être observée de près par les éditeurs.

La conjoncture morose a eu un effet accélérateur. « En tout début d'année, le marché s'est vraiment tendu », confirme Guillaume Husson, délégué général du Syndicat de la librairie française. Il accuse une baisse moyenne de 1 % sur les premiers mois de 2025. Rien d'alarmant : si les ventes de la rentrée sont bonnes, elles permettront de compenser le retard. Mais les petites librairies ou celles situées dans des petites villes souffrent davantage, avec une baisse de 5 % des ventes par rapport à une année 2024 déjà en recul. Quasi impossible à rattraper. Les trésoreries sous tension

finissent par virer au rouge écarlate, obligeant les librairies à faire des économies drastiques après l'euphorie post-Covid.

Confrontés depuis 2022 à des hausses de charges (loyer, énergie...) qu'ils ne peuvent maîtriser, les responsables de librairie sont contraints de jouer sur des facteurs qui ont un effet direct sur l'ensemble de la filière. Certains dédient des mètres carrés autrefois consacrés aux livres à des produits (jouets, papeterie...) jusqu'à six ou sept fois plus rentables. En cette rentrée, ils sont aussi très prudents sur les commandes qu'ils passent. Et tentent de trouver un

Pour bénéficier d'un bouche-à-oreille favorable, un livre doit être présent dans les réseaux type Fnac, mais aussi dans les librairies indépendantes

subtil équilibre entre constituer une offre suffisante pour leurs clients mais sans immobiliser trop de trésorerie avec les stocks. Pour les éditeurs, cette donnée est cruciale. Dans une rentrée qui comptera entre 500 et 550 nouveautés en août et septembre, la « mise en place », pour reprendre le jargon du métier, est déterminante pour l'avenir des romans autres que les 15 à 20 best-sellers prévisibles.

Pour avoir une chance d'accrocher le regard du lecteur et bénéficier d'un bouche-à-oreille favorable, un livre doit être présent dans les grands réseaux comme la Fnac ou Cultura, mais aussi dans les 300 premières librairies indépendantes. Et en au moins trois exemplaires, mieux encore en cinq ou dix, pour former une « pile sur table » que le client verra. Si trop de libraires commandent un seul exemplaire d'un roman, celui-ci sera directement rangé à la verticale en rayon et n'aura quasiment aucune chance d'émerger, il fera partie de ces textes mort-nés qui disparaissent au bout de trois semaines ou un mois des rayons et, plus rapidement encore, des esprits. La littérature étrangère a été la première victime de ces mises en place réduites ; désormais, elles concernent aussi le roman français. Et tout particulièrement, les premiers livres ou ceux des auteurs peu installés ou les maisons d'édition qui ne font que de la littérature de création. 70 % de ces livres de moins d'un an sont vendus en librairie indépendante pour une moyenne de 30 à 40 % dans les autres catégories. « Les librairies créent le son en parlant d'un livre, les grands réseaux l'amplifient », ont l'habitude de dire les professionnels du secteur.

Or les libraires ont aussi de plus en plus de difficultés à jouer leur rôle de prescripteur. Car, pour tenter de maintenir leurs marges – les plus faibles des commerces de proximité (1,1 %, seuls les fleuristes font moins bien) –, ils sont contraints d'économiser sur la masse salariale. De trois libraires, ils passent

à deux ; des départs ne sont pas remplacés, des alternances ne se transforment pas en contrat pérenne. Et le temps manque pour lire les nouveautés, pour organiser des rencontres, pour partager avec les clients. « Leur fragilité peut diminuer l'accès au livre. Les lecteurs se tournent alors vers d'autres acteurs, numériques notamment, ou d'autres loisirs culturels », confirme Louis Wiart, spécialiste des industries culturelles à l'université de Bruxelles, coauteur avec Philippe Chantepie d'*Economie du livre* (La Découverte).

Dans cette tension encore amplifiée par une actualité peu propice à la lecture divertissement et par les changements d'habitude des clients, moins gros consommateurs qu'autrefois, les relations sont parfois rugueuses entre les éditeurs/diffuseurs et les librairies. Parmi les premiers, certains voient dans les fragilités des points de vente un simple effet de régulation après la vague de nouvelles librairies indépendantes (plus de 600) post-Covid. Trop petites, créées par des non-professionnels dans des zones de chalandise insuffisantes, il leur semble naturel que certaines d'entre elles ne passent pas le cap des quatre ans d'existence. Les libraires en difficulté regrettent, eux, l'indifférence à leur sort d'un certain nombre d'acteurs importants. Acceptation de report d'échéances mais comptes bloqués pour de nouvelles commandes chez les diffuseurs, pertes de soutiens publics au motif que l'offre proposée aux clients n'est plus assez diverse lorsqu'ils font des retours pour diminuer leurs stocks, remises (part rétrocédée aux libraires sur le prix de vente d'un livre, de 35 à 40 %) moins intéressantes pour les librairies les plus petites, les incompréhensions s'accumulent.

En début d'année, quelques libraires ont mené une grève des « offices », c'est-à-dire qu'ils ont refusé la réception automatique chaque semaine des nouveautés, pour alerter sur la surproduction. Limité, le mouvement n'en a pas moins fait l'effet d'un électrochoc dans le secteur. Croisé avec le baromètre du Centre national du livre rendu public en avril qui atteste d'une baisse chronique de la pratique de la lecture, il dessine un sombre tableau pour les années à venir, dont toute la chaîne du livre va pâtir. « La baisse de la lecture concerne tous les segments, mais en particulier les 50-64 ans qui ont une culture livresque et un certain niveau de revenu. C'est un peu la trahison des clercs car ils ne sont pas remplacés », s'inquiète Jean-Marc Levent, directeur commercial des éditions Grasset. Un mouvement de fond, qui dépasse la seule conjoncture mais qui est encore peu perceptible. Pour l'instant, les fermetures stricto sensu de librairies sont peu nombreuses car les propriétaires préfèrent se rémunérer peu (ou pas) avant d'en arriver à cette extrémité. Mais jusqu'à quand tiendront-ils ? *

AGNÈS LAURENT